

TIPASA

Retour sur l'état des lieux du patrimoine

Il y a moins de deux semaines nous avons été destinataires d'un communiqué de la Wilaya, concernant les pré-occupations du wali de Tipasa sur la situation du patrimoine des collectivités.

La cellule de communication, qui fait office de relais de fait entre le conseil de wilaya et les médias empêchés d'assister à cet important événement pour des raisons propres à l'administration, nous avait transmis l'expression du courroux de M. Moussa Ghelai, le wali de Tipasa, concernant la situation du patrimoine, traduite en ces termes : «Il y a un diktat imposé par des lobbys tapis dans l'ombre pour faire main basse sur tout le patrimoine des collectivités locales, bradé du reste par les élus locaux qui observent un silence complaisant et complice.»

Pourtant, les chefs de daïra, les directeurs de l'exécutif et les maires des communes de la wilaya étaient présents à cet important conseil et, partant, ont bien entendu le wali marteler sa colère contre les véreux et les suspects de mauvaise foi.

Ce fut à la lumière de cette réalité que le wali menacera en termes plus transparents et plus virulents : «Nous disposons des moyens légaux pour recouvrer nos biens, ajuster les prix dans l'intérêt général et nous débarrasser ainsi de cette mafia qui étend ses tentacules sur tout le territoire de la wilaya et dans tous les domaines, qu'ils soient public, forestier ou maritime, afin de saper tout effort de développement local et entacher la crédibilité des pouvoirs publics.»

Ces violentes réactions du chef de l'exécutif de la Wilaya traduisent, en fait, une préoccupation citoyenne, une sincérité qui transcende les discours démagogiques et électoraux.

Ce haut responsable a foncé dans le tas en instruisant et en bousculant ces responsables locaux, chefs de daïra, directeurs de l'exécutif et maires des communes de la wilaya compris, de «retrousser les manches et d'agir

dans la transparence contre ces forces occultes pour assainir la situation ; ce redressement qui passe par de nouvelles méthodes de gestion des biens communaux constitue la seule alternative pour sortir du marasme économique et financier dans lequel sont engluées nos communes», dira le wali en renchérissant : «Je veux vous faire toucher du doigt la conjoncture difficile que nous traversons qui impose de nous mobiliser pour revaloriser la fiscalité locale, créer nos propres ressources financières afin de financer nos projets de développement par une gestion rigoureuse du patrimoine communal en actualisant les tarifs à tous les niveaux.»

Plusieurs élus, observateurs et anciens fonctionnaires, interpellés par nos soins à ce propos, nous ont

fait part de leur interprétation de cet important message du wali de Tipasa.

«Ce message du wali est d'une importance extrême car, déjà, il cible la situation actuelle des collectivités locales, qui laisse à désirer, mais surtout, une gestion, de plusieurs quinquennats, où les recettes communales stagnent et restent en majorité insuffisantes, frôlant la déliquescence de la gestion locale», affirment nos interlocuteurs qui rapprocheront la situation actuelle des collectivités avec le discours du wali qui disait alors : «Il n'est plus question de compter sur les subventions d'équilibre, l'effacement des dettes ; les subventions sur les fonds communs ne sont plus de mise, même la Caisse de solidarité du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a maintenant un statut de banque, elle octroie des crédits à concours temporaire pour les communes», aurait martelé le wali.

«Pourtant, le Conseil de wilaya s'est déroulé en présence des principaux responsables concernés, en l'occurrence les présidents d'APC et les chefs de daïra, qui se devaient d'apporter les correctifs requis à l'encontre des dérives constatées», nous a affirmé un élu de l'opposition.

M. Dj. B., un membre de la société civile, nous dira à ce propos que «le wali de Tipasa, en s'insurgeant de la sorte, avait prophétisé sur les dérives qui pourraient être constatées lors de ces périodes de fin de mandats électoraux, où le clientélisme, le clanisme, le népotisme, le régionalisme, le favoritisme et le tribalisme utiliseront tous les moyens, quitte à dilapider les patrimoines foncier et communal, au vu et au su de tous». Nous avons appris, en marge de cet événement critique, que certaines communes ont, en effet, déjà cédé et loué d'une façon qui fait fi de la loi et de la réglementation des

locaux, structures et patrimoine communaux, qui, jadis, permettaient de belles entrées financières, ainsi que plusieurs locaux qui sont en voie d'être octroyés à des montants symboliques et dérisoires au mépris de la loi.

Il y a moins d'un mois, le wali en personne intervenait au niveau d'une commune littorale pour bloquer et réaffecter au profit d'organismes sociaux, des locations inopportunes de locaux communaux. «Mais, jusqu'où ira cette déliquescence ?» s'interrogent plusieurs citoyens, en affirmant «qu'il y a des locaux de grande envergure en attente d'être exploités et qui se trouvent en stand-by, pour voir», en ajoutant : «Pourtant, il existe des organismes qui sont habilités à lutter contre ces complaisances, contrôler et sanctionner toutes les dérives, à l'instar des chefs de daïra et des directeurs de l'exécutif, qui sont la principale force publique.»

Houari Larbi

Le transport des voyageurs au scanner

L'exposé présenté par le directeur du secteur lors du récent Conseil de Wilaya auquel la presse ne fut pas conviée, fait ressortir que la wilaya dispose de 168 dessertes assurées par plus de 1 000 transporteurs de voyageurs développant une capacité totale de 325 754 sièges. Le flux des voyageurs est, quant à lui, estimé à près de 63 millions de voyageurs par année. Il est fait état aussi de la vétusté du matériel roulant dont 32% du parc dépasse 15 ans d'âge.

Dans le communiqué qui nous est parvenu, il a été précisé que la flotte du transport urbain est insuffisante dans la mesure où il n'est enregistré que seulement 6.44% de la capacité de cette flotte qui lui a été dédiée, comparativement au transport inter-communal qui est situé à un niveau de près de 50%. Le transport inter-communal est très présent dans les grandes villes de la wilaya à l'instar de Hadjout, Bou-Ismaïl, Koléa et

Cherchell. Tandis que le chef-lieu de la wilaya s'en trouve dépourvu, du fait de l'inexistence de lignes au départ.

Quant aux dessertes des zones rurales, il a été mis en évidence une insuffisance chronique de transport avec seulement moins de 20% de disponibilité par rapport aux lignes inter-communales situées à un niveau de près de 50% tandis que les lignes inter-wilayas disposent de moins de 30% de dessertes dis-

ponibles, mais, qui, selon les autorités concernées, bénéficieront d'un engagement de les renforcer à l'avenir à la suite de la mise en service de la nouvelle gare routière de Tipasa.

S'agissant du volet des services taxi, le directeur des transports a déclaré que sur 3 500 licences de taxi, 1 154 sont exploitées avec un déséquilibre spatial qui pénalise certaines régions en raison des contraintes imposées par la réglementation en vigueur aux bénéficiaires qui ne peuvent utiliser cette licence hors de leur localité de résidence. Pour pallier à ces insuffisances, des autorisations seront délivrées en vue de doter les zones rurales en véhicules de 7 places.

Le contrôle technique des véhicules n'est pas en reste. Il existe 5 stations à l'échelle de la wilaya qui

ont effectué 77 664 contrôles en 2016. Aux termes des débats, le wali a recommandé la mise en place d'un plan de circulation palliatif en attendant l'aboutissement final de l'étude commandée au Betur pour faire face aux flux des véhicules durant la saison estivale, ainsi que l'ouverture de voies de dégagement qui feront l'objet de revêtement pour canaliser les véhicules lors des heures de pointe.

Le directeur de l'entreprise de transport urbain, Sogral gestionnaire de la nouvelle gare routière de Tipasa et le syndicat des transports furent instruits pour se concerter en vue de rendre cette station opérationnelle et exploitable selon les textes de loi et la réglementation, en veillant à ce que le transport urbain transite impérativement par cette gare.

H. L.

OUM-EL-BOUAGHI

Une lourde facture de créances met en difficulté financière la Sonelgaz

Dans un communiqué adressé à notre journal aujourd'hui par la chargée de la communication, nous apprenons que la SDE, la société de distribution de l'est, enregistre une lourde ardoise de créances mettant en péril sa situation financière.

Selon le même communiqué, cette facture dépasserait les 1,27 milliard de dinars qui seraient détenus essentiellement au niveau de la commune de Aïn Fakroun en pole position, où l'agence locale enregistre plus de 127 milliards de centimes suivie

de la commune de Aïn M'lila avec une facture totale de 30 milliards de centimes. Aïn Beïda, la plus grande agglomération de la wilaya se trouve en troisième place avec plus de 17 milliards de centimes, Oum-El-Bouaghi et la Meskiana bouclent la marche avec respecti-

vement près de 10 milliards et 2,2 milliards de centimes.

Selon le communiqué, les collectivités locales et les administrations occupent les premières places.

Devant cette situation des plus critiques qui menace sérieusement la santé financière de l'entreprise, les responsables de la SDE sont décidés de passer à la vitesse supérieure en procédant carrément à la rupture de la fourniture de l'énergie électrique avec des

poursuites judiciaires pour les récalcitrants.

Pour rappel, la SDE a lancé depuis l'année dernière une opération appelée Ettahcil qui a nécessité une grande mobilisation des moyens humains et matériels y compris les cadres qui se sont engagés dans une mission de recouvrement même pendant les jours fériés, une campagne, certes, qui s'est soldée par des recouvrements appréciables cependant cela ne s'est pas passé

sans heurts avec des clients malvaillants.

La SDE a été confrontée à de grandes oppositions au niveau des localités de l'ouest du chef-lieu de wilaya où parfois les choses se sont mal terminées avec des actions d'agressions physiques et de saccages de moyens de transport de la société, ce qui a poussé les responsables à recourir aux procédures judiciaires.

Moussa Chtatha